



Communiqué de presse Pour publication immédiate

NON AU MENSONGE LIBÉRAL OUI AU RESPECT DES ENGAGEMENTS

Montréal, le 15 juin 2003 – Tel est le message qui sera adressé lundi le 16 juin 2003 à travers le Québec auprès de plusieurs députés de l'Assemblée nationale du Québec dans le cadre d'une journée nationale d'actions sous l'égide du Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ) et de ses groupes membres.

Quelques jours après le dépôt du budget Séguin, les groupes de défense des droits des personnes assistées sociales sont en colère. Ils accusent le gouvernement libéral de Jean Charest d'appliquer le programme de droite de l'Action démocratique du Québec de Mario Dumont : programme pourtant rejeté majoritairement par la population le 14 avril dernier.

Selon le Front commun des personnes assistées sociales du Québec (FCPASQ), Jean Charest a menti à la population pendant la campagne électorale car il n'a jamais fait mention ouvertement de son projet de mettre la hache dans les services publics et les programmes sociaux. Avant et pendant les élections, ce Parti s'est plutôt présenté comme un parti de centre (à gauche de l'ADQ et à droite du PQ) en votant en faveur de la *Loi visant contre la pauvreté et l'exclusion sociale*, en votant pour la réforme des normes du travail, en ressuscitant Claude Ryan au tout début des élections pour rappeler la tradition de justice sociale du Parti libéral du Québec, etc.

Compte tenu de ce mensonge, il fallait trouver une « astuce » pour revenir à l'agenda réel de Jean Charest : soit démantelé l'État québécois et nos acquis sociaux en coupant sauvagement dans les services publics et les programmes sociaux. Et pour rendre cette astuce encore plus crédible, pourquoi ne pas faire appel à un ex-vérificateur général pour inventer une impasse budgétaire de 4,3 milliards \$. « *Nous ne sommes pas dupes Monsieur Charest* » de déclarer Jean-Yves Desgagné, porte-parole du FCPASQ. « *Nous savons, d'ajouter ce dernier, que ce trou est virtuel car nous savons tous qu'un budget est fondé sur un ensemble d'hypothèses, qu'il arrive que certaines (et non pas toutes comme le prétend le rapport Breton) peuvent ne pas se réaliser, et qu'il est nécessaire de réviser ce budget en cours d'année si l'on veut qu'il soit équilibré.* »

L'un des objectifs de la journée nationale d'action du FCPASQ et de ses groupes membres, est de dégonfler cette « balloune politique » dont l'objectif premier est de réaliser la promesse irréaliste et irresponsable du Parti libéral du Québec de réduire les impôts de 27 % au cours du présent mandat. « *C'est cette promesse qu'il faut remettre en question, pas nos services publics et nos acquis sociaux*, de déclarer Jean-Yves Desgagné.

Selon le FCPASQ, dans une lettre écrite pendant la campagne électorale, Jean Charest, s'est dit fier d'avoir contribué à faire adopter la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. Dans cette lettre, le Premier ministre réitérait son engagement à réaliser les trois promesses suivantes : poursuivre l'indexation des prestations à l'aide sociale, introduire une prestation minimale à l'aide sociale équivalent la prestation de base et rétablir la gratuité des médicaments pour toutes les personnes à l'aide sociale et les personnes âgées bénéficiant du supplément de revenu garanti. Le FCPASQ exige de Jean Charest le respect de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale* et le respect de ses engagements électoraux.

Dans le cadre de la journée nationale d'actions, le ministre de la Solidarité sociale et responsable de la lutte à la pauvreté, monsieur Claude Béchar, a fait l'objet d'une attention particulière. Une opération « *Envoi de boîtes* » lui a été destinée afin que son bureau de comté de Kamouraska-Témiscouata soit inondé de boîtes en provenance des différentes régions du Québec.

Les groupes de défense des droits des personnes assistées sociales préviennent le gouvernement Charest et ses députés que cette action n'est qu'un aperçu d'un automne qu'ils promettent chaud en solidarité avec tous les acteurs de la société civile opposés au démantèlement de l'État québécois et de ses acquis sociaux.

-30-

Source : Jean-Yves Desgagnés

514-758-0908 (cellulaire)
514-987-1989